

devenue la dette nationale du pays s'il avait pu remplir la moitié des promesses qu'il a faites à cette époque?

M. Woolliams: Qui le sait?

M. Horner (Acadia): Je tremble à la pensée du problème qu'auraient posé la gestion de la dette ou les intérêts de la dette nationale.

L'honorable député de Welland a parlé d'opinions financières. Personne, a-t-il déclaré, ne connaît la pensée financière du gouvernement. On me permettra de lui dire que personne ne connaît celle de l'opposition. D'un côté, ils parlent de la gestion de la dette. D'un autre côté, ils nous disent: «Vous n'en faites pas assez pour remédier au chômage». Cependant, quand nous présentons des mesures pour augmenter l'emploi, on nous dit: «Trop peu et trop tard». Certaines de ces mesures tendent à réduire le fonds de roulement de l'État. Nos critiques estiment qu'on devrait intensifier ces mesures tout en réglant la dette et en maintenant tout dans l'ordre le plus parfait. Ainsi que l'a dit un député de ce côté-ci de la Chambre: «On ne peut plaire à tout le monde et à son père».

Le député de Welland a mentionné le commerce extérieur et l'envoi d'une mission commerciale en Grande-Bretagne. Il n'a pas dit que nos importations de Grande-Bretagne étaient passées de 8 p. 100 à plus de 10 p. 100 de l'ensemble de nos importations. Il n'a cité aucun chiffre. Il a simplement essayé de faire de l'esprit à propos de la mission commerciale qui s'est rendue en Angleterre. Il n'a pas parlé du déficit commercial qui, cette année, a atteint son point le plus bas depuis 1952. Il n'a fourni aucun raisonnement concret dans son discours. Il a traité la question sur un plan supérieur, comme l'a fait le chef de l'opposition, et je dois admettre que c'était quelquefois trop élevé pour que je puisse le comprendre.

Le discours prononcé par le député de Kootenay-Ouest (M. Herridge), sur le socialisme, m'a beaucoup intéressé. Il y a quelque temps, j'ai demandé au député qui représente le Nouveau Parti une question sur le socialisme. Je lui ai demandé s'il était socialiste et si le Nouveau Parti l'était. Il m'a répondu par une définition tirée d'Oscar Wilde sans répondre le moins du monde à la question posée.

M. l'Orateur suppléant (M. Rea): A l'ordre! Le député de Kootenay-Ouest prend la parole pour poser la question de privilège.

M. Herridge: Le député d'Acadia a prétendu que j'avais métré Oscar Wilde. Je dirai que je ne lis pas ce genre de littérature.

M. Horner (Acadia): J'ai dit que le membre du Nouveau Parti avait fait cette déclaration

[M. Horner (Acadia).]

quand je lui avais posé une question. Elle figure au hansard. Je n'ai jamais bien suivi l'évolution du PSD.

M. Peters: Le Ciel en soit loué!

M. Horner (Acadia): J'ai eu quelque doute au sujet du point de vue du Nouveau Parti. Je ne sais au juste s'il est pour le socialisme ou autre chose. Nous avons souvent remarqué que le chef du PSD prend la parole pour dire: «Vous, l'arrière-ban du gouvernement, vous ne faites qu'obéir aux mots d'ordre. Vous n'êtes qu'un tas de phoques dressés; vous votez toujours comme le veut le parti». Or, quand le membre du Nouveau Parti est arrivé à la Chambre, nous, l'arrière-ban, avons pensé: «Voilà de nouvelles idées qui arrivent à la Chambre. Voici une nouvelle tendance qui se manifestera pour la première fois. Il votera et fera peut-être des propositions nouvelles. Il faudra le surveiller pour voir comment il vote et comment ses propositions sont accueillies». Monsieur l'Orateur, il n'a pas une seule fois voté autrement que le PSD. Il a marché de pair avec eux, tout comme un phoque dressé, lui aussi, mieux dressé que tous ceux que nous avons de ce côté-ci de la Chambre.

Je me demandais aussi quelle était au juste l'opinion du Nouveau Parti. Or, j'ai écouté, l'autre soir, à la télévision, celui qui devait être le chef du Nouveau Parti. Il a parlé longuement des grandes réalisations qui accompagneraient l'étatisation. A l'en croire, ce serait la solution de tous les problèmes qui se posent à l'ensemble de l'économie. Les difficultés financières de notre pays seraient réglées, la question du chômage également, et celle que pose l'industrie des produits pharmaceutiques serait tranchée si l'on adoptait le principe de la propriété publique. D'après lui, ce principe de l'étatisation serait la solution de tous les problèmes. Si l'on en croit ce qu'il a affirmé et ce qu'a dit aujourd'hui le député au sujet du socialisme, j'en conclus que le Nouveau Parti n'est rien d'autre que du socialisme qui a fait peau neuve.

L'autre soir, à la télévision, le chef du PSD a déclaré que c'était l'État qui devrait construire le pipeline Aurora. Ce petit pipeline, mesurant six à huit pouces de diamètre,—doit traverser la frontière des États-Unis près du lac Waterton. Il a affirmé qu'en recourant à l'étatisation, nous serions en mesure de le financer et que nous n'aurions pas besoin de nous adresser à ces corsaires du Texas. S'il pousse l'étatisation au point de l'appliquer à l'industrie des produits pharmaceutiques, comment créera-t-il de l'emploi et comment redressera-t-il la situation des banques dans notre pays? En réalité, ce que fait le PSD c'est arborer une nouvelle étiquette, sur laquelle il inscrit un nouveau mot ronflant,